

31 jan 2003 -16:00

## Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 31 janvier 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 31 janvier 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 31 janvier 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a tout d'abord insisté sur les quatre projets d'arrêtés royaux d'exécution de la loi portant sur diverses dispositions en matière de sécurité routière. Ces quatre projets portent sur : la nouvelle catégorisation des infractions, la perception immédiate, l'ordre de paiement et le fonds des amendes. Nous voulons être sévères mais aussi équitables a déclaré le Premier Ministre, qui a également insisté sur la création du fonds de sécurité routière. L'entrée en vigueur des arrêtés n'est pas encore fixée. Une campagne d'information grand public sera organisée avant cette entrée en vigueur (communiqué 17-20). Le Premier Ministre a aussi fait état de l'examen très détaillé fait par le Conseil des Ministres sur la transposition des directives européennes en droit belge. Guy Verhofstadt a aussi annoncé l'approbation de deux projets d'arrêtés royaux concernant le statut des artistes, en exécution de la loi-programme (communiqué 23). \*\*\*Le Conseil des Ministres a encore approuvé :- deux projets d'arrêté royaux relatifs au statut organique, à la désignation et à l'exercice des fonctions de management de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (communiqué 2);- un projet d'arrêté royal fixant les normes en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les nouveaux bâtiments doivent satisfaire (communiqué 3);- deux projets d'arrêtés royaux portant autorisation d'accès au registre national des personnes physiques (communiqué 4-5);- la transmission de deux projets d'arrêtés royaux relatifs au Centre fédéral d'expertise des soins de santé au Conseil d'Etat, pour avis dans un délai ne dépassant pas un mois (communiqué 7);- trois projets d'arrêtés royaux, ainsi qu'une série de mesures exécutoires, concernant le transfert de l'Institut Pasteur vers l'Etablissement scientifique de l'Etat "Institut scientifique de la Santé publique - Louis Pasteur" (communiqué 8);- un projet d'arrêté royal fixant la connaissance fonctionnelle obligatoire de la deuxième langue pour les évaluations et afin d'assurer l'unité de jurisprudence (communiqué 10);- un projet d'arrêté royal relatif à "la désignation d'adjoints bilingues à titre de mesure de transition dans les services centraux des services publics fédéraux". Le projet sera soumis à l'avis écrit des syndicats représentatifs et de la Commission permanente de Contrôle linguistique (communiqué 11);- le plan de relogement définitif des services centraux du Service public fédéral Finances, actuellement en place dans la Tour des Finances (communiqué 13);- une prise en location pour l'hébergement de l'antenne montoise de l'Inspection générale des Services de la Police fédérale qui doit être logée indépendamment des autres services de police (communiqué 14);- un projet d'arrêté royal définissant les activités exercées par l'Office National du Ducroire pour son propre compte sans la garantie de l'Etat (communiqué 15);- des mesures concernant le régime d'assurances dans le secteur aéronautique (communiqué 16);- un projet d'arrêté royal concernant les montants qui sont payés par les organismes assureurs, en application de la loi sur les hôpitaux (communiqué 24);- un projet d'arrêté royal déterminant les coûts, imputés à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, liés à la transmission des données concernant les prestations à tarifier que les offices de tarification doivent transmettre à l'INAMI (communiqué 25);- un projet de loi spéciale instaurant un nouveau mode de calcul de la contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (communiqué 26);- une réglementation qui devra permettre de procéder à une conversion de lits d'hôpitaux en places dans des habitations protégées et dans des maisons de soins psychiatriques et ce, de manière permanente (communiqué 27);- un projet d'arrêté royal, qui vise à mettre la réglementation actuelle relative aux critères de pureté des additifs, en conformité avec la réglementation européenne (communiqué 28);- la

Ratification par la Belgique du 3ème Amendement au Protocole de Montréal (Montréal, 1997) relatif à des substances qui appauvrissent l'ozone (communiqué 30);- un avant-projet de loi portant approbation du "Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques". Ce Protocole, mieux connu sous le nom de "Protocole sur la biosécurité" a été adopté le 29 février 2000 par 133 gouvernements, après cinq ans de négociations. Il a été signé par la Belgique le 24 mai 2000 (communiqué 31);- un avant-projet de loi par lequel l'Accord de réadmission de personnes en situation irrégulière entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le gouvernement de la République Slovaque peut être soumis au Parlement (communiqué 32).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale  
Communication externe  
Rue de la Loi 16  
1000 Bruxelles  
Belgique  
+32 2 501 02 11  
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael  
Service Rédaction (FR)  
+32 2 287 41 92  
+32 477 59 14 37  
[christophe.springael@premier.fed.be](mailto:christophe.springael@premier.fed.be)

Thomas Ferri  
Service Rédaction (NL)  
+32 2 287 41 42  
+32 471 67 07 73  
[thomas.ferri@premier.fed.be](mailto:thomas.ferri@premier.fed.be)